

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Santé au travail

Fiche VRE.36

Service de santé au travail

Code du travail articles L4622-2 et L4644-1

Code du travail article R4623-1 Rôle du médecin du travail

Code du travail article R.4623-14 à 31 Rôle de l'infirmier de santé au travail

Code du travail article R4623-39 Rôle de l'IPRP

Code du Travail Articles R4624-1, R4624-10 à R4624-14 ; R4624-16 à R4624-23

Code du travail article L3122-42 du code du travail

Code du travail Article R4624-23 poste soumis à suivi individuel renforcé

Arrêté du 11 juillet 1977 fixant la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale
Décret du 11 mai 1982 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail en agriculture relatif au principe de surveillance spéciale
Décret n°88-405 du 21 avril 1988 portant modification du code du travail et relatif à la protection des travailleurs contre le bruit

Décret n°2002-792 du 3 mai 2002 pris pour l'application des articles L. 3122-31, L.3122-34 à 45, L. 4612-16 du code du travail

Arrêté du 20 octobre 2004 fixant la liste des travaux effectués dans les entreprises agricoles et nécessitant une surveillance médicale

Loi n° 2011-867 du 20/07/2011 La réforme de la médecine du travail

Décret n°2012-135 du 30 janvier 2012 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de la médecine du travail

Circulaire DGT n°13 du 9 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la réforme de la médecine du travail. Cette circulaire précise le statut et le rôle des différents acteurs de la santé au travail. Elle présente également les nouvelles modalités des visites médicales.

Arrêté du 20 juin 2013 fixant le modèle de fiche d'aptitude

Décret n°2014 -423 du 24 avril 2014 relatif à l'application des dispositions relatives à la santé au travail aux travailleurs éloignés

L'arrêté du 16 octobre 2017 fixe le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste

Règlementation relative à la fiche Entreprise

Code du travail article R. 4624-46 à 50 : Fiche entreprise

Arrêté du 10 juin 2009 (code rural) définissant les informations contenues par la fiche d'entreprise prévue à l'article R. 717-31 du code rural et abrogeant l'arrêté du 12 juillet 1994

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

1. Equipe pluridisciplinaire

La médecine du travail est obligatoirement organisée, sur le plan matériel et financier par les employeurs, au sein de services de santé au travail, interentreprises ou autonomes. La médecine du travail est une organisation autonome de droit privé, placée sous le contrôle du ministère du travail.

Depuis le 1^{er} juillet 2012, La santé au travail, dans les services interentreprises de santé au travail est assurée par une équipe pluridisciplinaire. Cette équipe est constituée de médecin du travail, infirmiers, interventions en prévention des risques professionnels, IPRP. Des assistants des services de santé au travail, ASST, peuvent éventuellement également faire partie de cette équipe, de même que des professionnels recrutés après avis du médecin du travail. C'est le médecin du travail qui anime et coordonne cette équipe. Les actions de l'équipe pluridisciplinaire sur le milieu de travail sont prévues à l'article R 4624-1 du code du travail, elles s'inscrivent dans les missions des services de santé au travail (article L 4622-2 du code du travail).

2. Mission du médecin du travail et des membres de l'équipe

2.1 Conseiller de l'employeur

Le médecin du travail est le conseiller de l'employeur, des travailleurs, des représentants du personnel et des services sociaux. Dans le champ de ses missions :

1. Il participe à la prévention des risques professionnels et à la protection de la santé des travailleurs, notamment par :
 - a. L'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise ;
 - b. L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la santé physique et mentale, notamment en vue de préserver le maintien dans l'emploi des salariés ;
 - c. La protection des travailleurs contre l'ensemble des nuisances, notamment contre les risques d'accidents du travail ou d'exposition à des agents chimiques dangereux ;
 - d. L'amélioration de l'hygiène générale de l'établissement et l'hygiène dans les services de restauration ;
 - e. La prévention et l'éducation sanitaires dans le cadre de l'établissement en rapport avec l'activité professionnelle ;
 - f. La construction ou les aménagements nouveaux ;
 - g. Les modifications apportées aux équipements ;
 - h. La mise en place ou la modification de l'organisation du travail de nuit ;
 - i. L'accompagnement en cas de réorganisation importante de l'entreprise ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

2/11

2. Il conseille l'employeur, notamment en participant à l'évaluation des risques dans le cadre de l'élaboration de la fiche d'entreprise et dans le cadre de son action sur le milieu de travail, réalisées, conformément à sa mission définie à l'article L. 4622-3, au service de la prévention et du maintien dans l'emploi des travailleurs, qu'il conduit avec les autres membres de l'équipe pluridisciplinaire, qu'il anime et coordonne ;
3. Il décide du suivi individuel de l'état de santé des travailleurs, qui a une vocation exclusivement préventive et qu'il réalise avec les personnels de santé mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4624-1, qui exercent dans le cadre de protocoles et sous son autorité ;
4. Il contribue à la veille épidémiologique et à la traçabilité.

2.2 Conduite de missions sur les lieux de travail et réalisation des visites médicales

Dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire et, le cas échéant, le service social du travail, se coordonnent avec le service social du travail de l'entreprise.

Afin d'exercer ces missions, le médecin du travail conduit des **actions sur le milieu de travail**, avec les autres membres de l'équipe pluridisciplinaire dans les services de santé au travail interentreprises, et procède à des examens médicaux.

Le médecin du travail peut réaliser un examen médical :

- à son initiative ;
- à la demande de l'employeur ;
- à la demande du CHSCT ;
- à la demande des délégués du personnel ;
- à la demande du salarié, cette demande ne pouvant induire aucune sanction.

Le médecin du travail assure personnellement ses fonctions mais peut confier certaines activités sous sa responsabilité, dans le cadre de protocoles écrits, aux infirmiers, aux assistants de service de santé au travail ou aux membres de l'équipe pluridisciplinaire lorsqu'elle est mise en place. Dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire et le cas échéant le service social du travail se coordonnent avec le service social du travail de l'entreprise.

2.3 Indépendance du médecin du travail

Le médecin du travail exerce ses missions en toute indépendance : il mène ses actions en coordination avec l'employeur, le CHSCT, le CSE ou les délégués du personnel et également le ou les salariés désignés par l'employeur, compétents pour s'occuper de la prévention des risques professionnels de l'entreprise

2.4 Infirmier de santé au travail

L'infirmier exerce ses missions propres et celles définies par le médecin du travail, comme le prévoit l'article R 4623-30 du Code du travail, sur la base du protocole mentionné à l'article R 4623-14.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

3/11

L'article R 4623-31 envisage la mise en place d'entretiens infirmiers. Cet entretien infirmier donne lieu à la délivrance d'une attestation de suivi infirmier qui ne comporte aucune mention relative à l'aptitude ou inaptitude médicale du salarié.

L'infirmier peut également effectuer des examens complémentaires (dans le cadre de protocoles), participer à des actions d'informations collectives (conçues avec le médecin du travail et validées par lui).

2.5 Intervenant en prévention des risques professionnels (IPRP)

L'IPRP a des compétences en santé et sécurité au travail et dispose du temps nécessaire et des moyens requis pour exercer ses missions. L'IPRP participe dans un objectif exclusif de prévention à la préservation de la santé et de la sécurité des travailleurs et à l'amélioration des conditions de travail.

Dans ces conditions, il assure des missions de **diagnostic**, de **conseil**, d'**accompagnement** et d'**appui**. Il communique les résultats de ses études au médecin du travail.

Comme le précise l'article R 4623-39, lorsque le service de santé au travail ne dispose pas des compétences techniques nécessaires à son intervention, il fait appel à un IPRP enregistré conformément à l'article L 4644-1 du Code du travail : tout employeur doit désormais désigner un ou plusieurs salariés compétents pour s'occuper des activités de protection et de prévention des risques professionnels de l'entreprise.

3. Suivi individuel de l'état de santé

3.1 Salariés non exposés à des risques professionnels particuliers

En absence de risques professionnels particuliers, la première visite médicale que passera un employé sera une visite d'information et de prévention (NB : ceci remplace la visite médicale d'embauche).

Cette visite d'information et de prévention (VIP) doit se dérouler au plus tard dans les 3 mois qui suivent la prise du poste de travail (R4624-10). Elle est réalisée par le médecin du travail ou bien sous l'autorité du médecin du travail, par un médecin collaborateur, un interne en médecine du travail, ou un infirmier.

La visite d'information et de prévention initiale doit avoir lieu avant l'affectation au poste de travail dans les cas suivants :

- travailleurs de nuit (R4624-18) ;
- salariés de moins de 18 ans (R4624-18) ;
- travailleurs exposés aux agents biologiques du groupe 2 (R 4426-7) ;
- travailleurs exposés à des champs électromagnétiques au-delà des valeurs limites d'exposition (R 4453-10).

La visite d'information et de prévention n'est pas obligatoire pour le salarié qui a bénéficié d'une telle visite dans les 5 ans précédant son embauche si (conditions cumulatives) :

- il est appelé à occuper un emploi identique et présentant des risques d'exposition équivalents ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

- la médecine du travail est en possession de la dernière attestation de suivi ou du dernier avis d'aptitude ;
- aucune mesure individuelle (aménagement, transformation, adaptation du poste etc.), ou aucun avis d'incapacité n'a été émis au cours des trois dernières années (R.4624-15).

Dans le cas particulier des salariés temporaires, elle peut être effectuée pour plusieurs emplois dans la limite de 3. (R.4625-10).

Une attestation de suivi est remise, au travailleur et à l'employeur, à l'issue de toute visite médicale d'information et de prévention, quel que soit le professionnel de santé qui la réalise (R. 4624-14).

3.2 La visite d'Information et de Prévention (VIP)

La visite d'information et de prévention est individuelle. Elle permet :

- d'interroger le salarié sur son état de santé ;
- de l'informer sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail ;
- de le sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre ;
- d'identifier si son état de santé ou les risques auxquels il est exposé nécessitent une orientation vers le médecin du travail ;
- de l'informer sur les modalités selon lesquelles sera assuré le suivi de son état de santé par le service de santé au travail et sur la possibilité dont il dispose, à tout moment, de bénéficier d'une visite à sa demande avec le médecin du travail.

La périodicité de la VIP est déterminée par le médecin du travail, au vu des conditions de travail, de l'âge et l'état de santé, ainsi que les risques auxquels le salarié est exposé. Au minimum, le salarié doit passer une visite tous les 5 ans (R 4624-16).

3.3 Suivi individuel adapté

Certains salariés bénéficient d'un suivi médical adapté à l'issue de la visite médicale de prévention et d'information (R 4624-17) :

- travailleurs de nuit ;
- travailleurs handicapés ;
- travailleurs titulaires d'une pension d'invalidité.

Tout travailleur dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques professionnels auxquels il est exposé le nécessitent, notamment les travailleurs handicapés, les travailleurs qui déclarent être titulaires d'une pension d'invalidité et les travailleurs de nuit mentionnés à l'article L. 3122-5, bénéficie, à l'issue de la visite d'information et de prévention, de modalités de suivi adaptées déterminées dans le cadre du protocole écrit prévu au troisième alinéa de l'article L. 4624-1, selon une

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

5/11

périodicité qui n'excède pas une durée de trois ans.

3.4 Suivi individuel renforcé

Les salariés exposés aux risques donnés par l'article R. 4624-23 bénéficient d'un suivi individuel (ceci remplace la surveillance médicale renforcée). Le suivi individuel renforcé comprend un examen médical d'aptitude, qui se substitue à la visite d'information et de prévention prévue à l'article R. 4624-10. Il est effectué par le médecin du travail préalablement à l'affectation sur le poste.

Les postes présentant des risques particuliers sont ceux exposant les travailleurs :

- A l'amiante ;
- Au plomb dans les conditions prévues à l'article R. 4412-160 ;
- Aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction mentionnée à l'article R. 4412-60 ;
- Aux agents biologiques des groupes 3 et 4 mentionnés à l'article R.4421-3 ;
- Aux rayonnements ionisants ;
- Au risque hyperbare ;
- Au risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages.

S'il le juge nécessaire le chef d'entreprise complète la liste des postes entrant dans les catégories ci-dessus par des postes présentant des risques particuliers pour la santé ou la sécurité du travailleur ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail, après avis du ou des médecins concernés et du CHSCT ou CSE ou, à défaut, des délégués du personnel.

Ceci en cohérence avec l'évaluation des risques prévue à l'article L. 4121-3 et, le cas échéant, la fiche d'entreprise prévue à l'article R. 4624-46. Cette liste est transmise au service de santé au travail, tenue à disposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et des services de prévention des organismes de sécurité sociale et mise à jour tous les ans. L'employeur motive par écrit l'inscription de tout poste sur cette liste.

(*) Sont notamment visés :

- Les salariés amenés à conduire certains équipements de travail pour lesquels une autorisation de conduite est nécessaire (engins de levage par exemple) ;
- Les jeunes de moins de 18 ans affectés sur des travaux interdits susceptibles de dérogations ;
- Les salariés habilités par l'employeur à effectuer des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ;
- Les salariés effectuant dans certaines conditions de la manutention manuelle.

Conformément à l'article D4622-22 du Code du travail, c'est l'employeur qui précise les risques auxquels sont exposés les travailleurs (par conséquent le type de surveillance dont ils doivent bénéficier).

C'est le médecin du travail qui détermine la périodicité du suivi dans le cadre du suivi individuel renforcé, il ne peut pas dépasser le délai de 4 ans.

Une visite intermédiaire est effectuée par un médecin collaborateur, un interne en médecine du travail, ou un infirmier, au plus tard 2 ans après la visite avec le médecin du travail (R4624-28).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

6/11

3.5 Visite médicale de pré reprise et de reprise (R4624-29 et R4624-31)

En vue de favoriser le maintien dans l'emploi des travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de trois mois, une visite de pré reprise est organisée par le médecin du travail à l'initiative du médecin traitant, du médecin conseil des organismes de sécurité sociale ou du travailleur.

Au cours de l'examen de pré reprise, le médecin du travail peut recommander :

1. Des aménagements et adaptations du poste de travail ;
2. Des préconisations de reclassement ;
3. Des formations professionnelles à organiser en vue de faciliter le reclassement du salarié ou sa réorientation professionnelle.

A cet effet, il s'appuie sur le service social du travail du service de santé au travail interentreprises ou sur celui de l'entreprise.

Sauf opposition du salarié, il informe l'employeur et le médecin conseil de ces recommandations afin que toutes les mesures soient mises en œuvre en vue de favoriser le maintien dans l'emploi du salarié.

Le travailleur bénéficie d'un examen de reprise du travail par le médecin du travail :

1. Après un congé de maternité ;
2. Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;
3. Après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail, de maladie ou d'accident non professionnel.

L'examen de reprise a pour objet :

1. De délivrer l'avis d'aptitude médicale du salarié à reprendre son poste ;
2. De préconiser l'aménagement, l'adaptation du poste ou le reclassement du salarié ;
3. D'examiner les propositions d'aménagement, d'adaptation du poste ou de reclassement faites par l'employeur à la suite des préconisations émises par le médecin du travail lors de la visite de pré reprise.

Dès que l'employeur a connaissance de la date de la fin de l'arrêt de travail, il saisit le service de santé au travail qui organise l'examen de reprise le jour de la reprise effective du travail par le travailleur et au plus tard, dans un délai de huit jours qui suivent cette reprise.

Enfin le médecin du travail est informé de tout arrêt de travail d'une durée inférieure à 30 jours pour cause d'accident du travail afin de pouvoir apprécier, notamment, l'opportunité d'un nouvel examen médical et, avec l'équipe pluridisciplinaire, de préconiser des mesures de prévention des risques professionnels.

3.6 Examens complémentaires

Le médecin du travail peut prescrire les examens complémentaires nécessaires :

1. A la détermination de l'aptitude médicale du salarié au poste de travail, notamment au dépistage des affections comportant une contre-indication à ce poste de travail ;
2. Au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle du salarié ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

7/11

3. Au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage du salarié.

Dans le cadre du suivi des travailleurs de nuit, le médecin du travail peut prescrire, s'il le juge utile, des examens spécialisés complémentaires, qui sont à la charge de l'employeur.

4. Inaptitude

Le médecin du travail ne peut constater l'inaptitude médicale du salarié à son poste de travail que s'il a réalisé :

1. Une étude de ce poste ;
2. Une étude des conditions de travail dans l'entreprise ;
3. Deux examens médicaux de l'intéressé espacés de deux semaines, accompagnés, le cas échéant, des examens complémentaires.

Lorsque le maintien du salarié à son poste de travail entraîne un danger immédiat pour sa santé ou sa sécurité ou celles des tiers ou lorsqu'un examen de pré reprise a eu lieu dans un délai de trente jours au plus, l'avis d'inaptitude médicale peut être délivré en un seul examen.

Avant d'émettre son avis, le médecin du travail peut consulter le médecin inspecteur du travail.

L'arrêté du 16 octobre 2017 fixe le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

5. Cas des métiers agricoles

Selon l'arrêté du 20 octobre 2004, une surveillance médicale spéciale s'applique à certains travaux effectués dans les entreprises agricoles. Parmi ces travaux certains peuvent concerner l'activité pomme de terre :

- Travaux exposant aux vibrations de basses et moyennes fréquences, transmises aux membres supérieurs ou au corps entier ;
- Travaux comportant des gestes répétitifs à cadences élevées ;
- Travaux de manutention manuelle de charges lourdes, sans préjudice des dispositions des articles R. 234-6 et R. 231-72 du code du travail ;
- Travaux effectués dans les abattoirs à l'exclusion du personnel administratif ;
- Travaux d'équarrissage ;
- Travaux spécialisés de désinfection, de désinsectisation ou de dératisation des locaux ;
- Travaux exposant à de basses ou hautes températures imposées par les procédés de travail mis en œuvre ;
- Travaux de préparation, de conditionnement, de conservation et de distribution de denrées alimentaires susceptibles d'entraîner des allergies ;
- Travaux en atmosphère contrôlée pour la conservation des denrées ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

8/11

- Travaux dans les puits, conduites de gaz, conduits de fumées, cuves, réservoirs, citernes, fosses, galeries et dans les autres lieux visés à l'article R. 232-5-12 du code du travail ;
- Travaux exposant aux poussières d'ardoise ;
- Travaux en hauteur ;
- Conduite de véhicules à moteur mentionnés aux articles R. 311-1 et R. 323-25 du code de la route, résultant de la nature des missions dévolues au salarié ;
- Conduite d'équipements destinés au levage de charges ou de personnes ;
- Travaux nécessitant des contacts téléphoniques multiples et répétés avec le public.

Au vu des résultats de l'évaluation des risques et des mesures particulières de prévention et de protection qui en résultent conformément à l'article L. 230-2 du code du travail, le médecin du travail détermine les modalités particulières du suivi médical des travailleurs concernés.

6. Sauveteurs secouristes du travail et pharmacie d'entreprise

Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

- Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;
- Chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les travailleurs ainsi formés ne peuvent remplacer les infirmiers

Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.

En l'absence d'infirmiers, ou lorsque leur nombre ne permet pas d'assurer une présence permanente, l'employeur prend, **après avis du médecin du travail**, les mesures nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. Ces mesures qui sont prises en liaison notamment avec les services de secours d'urgence extérieurs à l'entreprise sont adaptées à la nature des risques. Ces mesures sont consignées dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur du travail.

Le matériel de premiers secours fait l'objet d'une signalisation par panneaux.

Une pharmacie d'entreprise ou trousse de secours ne doit pas comporter de médicaments afin d'éviter toute erreur d'administration ou des accidents allergiques éventuels, surtout s'il n'y a pas de médecin dans l'entreprise.

L'emplacement de la pharmacie d'entreprise ou trousse de secours doit être connue de tous les salariés de l'entreprise, comme le précise l'article R4424-23 du Code du travail.

En l'absence de service médical dans l'entreprise, il est important de désigner une **personne responsable** de la trousse de secours : elle sera chargée de remplacer les produits après utilisation et vérifier les dates de péremption des antiseptiques.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

9/11

7. Fiche entreprise

7.1 Définition – généralités

Pour chaque entreprise ou établissement, le médecin du travail ou, dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figurent, notamment, les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés.

Elle constitue **une base de données sur les risques** professionnels, les effectifs des salariés exposés, les accidents de travail, les maladies professionnelles et les moyens de prévention mis en œuvre ou préconisés.

Pour les entreprises adhérentes à un service de santé au travail interentreprises, la fiche d'entreprise est établie dans l'année qui suit l'adhésion de l'entreprise ou de l'établissement à ce service.

Cette fiche est obligatoirement transmise à l'employeur.

La fiche entreprise est :

- présentée au CHSCT, au CSE ou, à défaut, aux délégués du personnel en même temps que le bilan annuel ;
- tenue à disposition de l'inspection du travail et du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et du médecin inspecteur du travail ;
- consultable par les agents des services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie et par les agents des organismes professionnels de santé, de sécurité et des conditions de travail.

Elle est mise à jour annuellement. Pour l'établissement de la fiche d'entreprise, il n'est pas tenu compte des salariés temporaires.

7.2 Fiche entreprise : son contenu

Le modèle de fiche est fixé par l'arrêté du 29 mai 1989. On y retrouve 3 grands chapitres :

- les renseignements d'ordre général ;
- l'appréciation des risques ;
- les actions tendant à la réduction des risques.

La fiche n'est qu'un élément parmi les multiples documents sur la maîtrise des risques et l'amélioration des conditions de travail :

- bilan social ;
- rapport annuel au CHSCT ou du CSE ;
- document unique d'évaluation des risques professionnels ;
- rapport annuel du médecin du travail ;
- notice d'information au poste de travail ;
- fiche individuelle d'exposition
- attestation d'exposition

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

10/11

- etc.

Les informations qui doivent figurer sur la fiche d'entreprise restent parcellaires et ne sont pertinentes que pour de petites structures.

7.3 Evaluation – étude de poste

L'étude de poste est le moyen pour le médecin du travail de connaître les conditions de travail et les risques professionnels auxquels est exposé le salarié. De cette connaissance, le médecin du travail peut, en fonction de l'état de santé de ce salarié, juger de son aptitude à occuper le poste étudié. Il peut également formuler des remarques à l'employeur sur la nécessité de réaliser des corrections ou des aménagements sur ce poste de façon à améliorer la sécurité et les conditions de travail.

L'étude de poste de travail fait suite à des difficultés rencontrées par le salarié ou à des projets de modification du poste.

Cette étude va concerner suivant les besoins :

- l'ambiance de travail (bruit, éclairage, atmosphère de travail, chaleur) ;
- les postures et les gestes de travail imposés par le poste, leur cadence, c'est l'ergonomie du poste ;
- la charge physique (nature des gestes professionnels, amplitude, fréquence, gestes répétitifs, manutention, poids des charges transportées, distance parcourue) ;
- la charge mentale (niveau de responsabilités, prise en compte des risques, relations interpersonnel, composante affective du travail, valorisation du salarié) ;
- l'exposition à certaines substances toxiques ou dangereuses.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 11/09/2019

11/11